160ème Baromètre Grant Thornton des PME-ETI

PME-ETI : avis de brouillard sur la confiance cet automne

En novembre, la confiance des dirigeants reste sous tension : 63 % se disent confiants dans leur propre entreprise, mais seuls 16 % le sont dans l'économie française. Si le solde d'emploi retrouve l'équilibre après deux mois dans le rouge, aucune dynamique de reprise ne se dessine. Dans ce contexte d'attentisme, la transmission des entreprises s'impose en filigrane comme un enjeu de souveraineté, sans pour autant être prioritaire.

25 novembre 2026_ Grant Thornton France, groupe d'audit et de conseil, présente ce jour les résultats de son 160ème Baromètre de la confiance des PME-ETI. Cette étude a été réalisée du 13 octobre au 2 novembre 2026, auprès de 221 dirigeants d'entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 20 millions d'euros, par l'Institut OpinionWay, en partenariat avec le magazine Challenges.

« Depuis le printemps, le baromètre documente un enlisement : la confiance des dirigeants d'ETI et de PME dans leur propre entreprise revient en novembre à 63 %, son niveau plancher du printemps.
Ce qui frappe ce mois-ci, c'est que les services — secteur qui avait jusqu'ici résisté — décrochent à leur tour de 12 points en un mois, à 59 %. Ce n'est plus un secteur sous tension, c'est l'ensemble du tissu économique qui marque le pas. 84 % des dirigeants restent inquiets sur les perspectives de l'économie française, et parmi eux, plus d'un sur quatre se dit désormais très inquiet.
Et pourtant, ce baromètre nous parle aussi d'autre chose que du présent. 84 % des dirigeants savent que les difficultés à transmettre une ETI ou une PME menacent l'ancrage économique de la France — mais seulement 3 % en font une priorité à cinq ans. Ce paradoxe doit nous interpeller collectivement : pendant que nous gérons l'incertitude du moment, qui prépare la souveraineté économique de demain ? C'est précisément dans ces périodes d'attentisme que se joue l'avenir de notre tissu industriel. » **Adam Nicol, Président de Grant Thornton France**

À RETENIR

➔ **Confiance dans leur propre entreprise :** 63 % (-2 pts vs octobre), après le net recul enregistré le mois précédent.
➔ **Emploi :** avec 13 % des entreprises qui prévoient de recruter et autant qui anticipent une réduction de leurs effectifs, le solde d'emploi revient à l'équilibre, après deux mois dans le rouge.
➔ **Services :** la confiance chute de 12 points à 59 %, le recul sectoriel le plus marqué de ce mois.
➔ **Économie française :** 16 % (+1 pt), une défiance toujours très largement majoritaire.
➔ **Économie mondiale :** 26 % (+3 pts), un léger mieux qui laisse la confiance à un niveau faible.
➔ **Transmission et souveraineté :** 84 % des dirigeants identifient un risque de perte d'ancrage

économique en France en cas de difficultés de transmission, mais seuls 3 % font de la transmission un enjeu prioritaire à cinq ans.

La confiance des dirigeants dans leur propre entreprise : une accalmie, pas une reprise

Après le décrochage enregistré en octobre, la confiance des dirigeants envers leur propre entreprise s'établit à **63 % en novembre (vs 65 % en octobre)**. Alors qu'en octobre, le climat des affaires en France restait inférieur à sa moyenne de long terme selon l'INSEE, dans la lignée des mois précédents, la visibilité des dirigeants demeure limitée, tout comme l'attentisme qui en découle.

Après une chute marquée dans l'industrie-construction, avec **-13 points entre septembre et octobre, la confiance se stabilise à 64 % en novembre (+3 points)**. Elle recule légèrement dans le commerce, à **63 % (vs 67 % le mois précédent)**.

Après avoir fait preuve de résilience en octobre, les services enregistrent en novembre un décrochage brutal : la confiance s'effondre de 12 points à 59 %, soit le recul sectoriel le plus marqué de ce mois.

L'économie française : la défiance s'installe

La confiance des dirigeants dans l'économie française reste à un niveau particulièrement bas, à **16 % en novembre (vs 15 % en octobre)**. Signe d'une inquiétude persistante, **26 % se déclarent désormais « très inquiets »**, soit 4 points de plus en un mois.
Une défiance alimentée par **une conjoncture économique dégradée et un manque persistant de visibilité**, sur fond d'incertitudes politiques, de tensions sur les finances publiques et de conditions de financement toujours contraignantes.

L'emploi : un fragile retour à l'équilibre

Après avoir basculé en territoire négatif en septembre, pour la première fois depuis novembre 2020, le solde d'emploi retrouve l'équilibre après deux mois dans le rouge. Les entreprises anticipant une réduction de leurs effectifs (13 %) sont désormais aussi nombreuses que celles prévoyant de recruter (13 %). Un point d'équilibre encore précaire, dont la pérennité reste à confirmer.

La confiance dans l'économie mondiale reste atone

La confiance des dirigeants dans l'économie mondiale progresse légèrement en novembre, à 26 % contre 23 % en octobre (+3 points), mais demeure à un niveau faible.
Après la chute particulièrement marquée enregistrée dans les services en octobre (-24 points), la confiance se redresse à 23 %. Elle progresse également dans l'industrie-construction, à 28 %

contre 19 % le mois précédent, tandis qu'elle recule légèrement dans le commerce, à 28 % (-3 points).
L'environnement est toujours marqué par les tensions commerciales, les vulnérabilités financières et les risques géopolitiques. Dans ses dernières perspectives, le FMI anticipe une croissance mondiale de 3,1 % en 2026, puis de 3,4 % en 2027.

Transmission : une conscience du risque qui ne se traduit pas encore dans les priorités

84 % des dirigeants estiment que les difficultés à transmettre une PME ou une ETI française risquent d'entraîner une perte de son ancrage économique en France, notamment au profit d'acteurs étrangers.

Un risque largement identifié, puisque 40 % se disent même « tout à fait » convaincus de cette menace.
Pourtant, **la transmission ne figure pas parmi leurs priorités à cinq ans** : seuls 3 % la désignent comme un enjeu prioritaire pour préserver la pérennité et l'ancrage des PME et ETI en France.

L'innovation et l'adaptation technologique arrivent en tête (21 %), devant le coût du travail (20 %) et le recrutement et la fidélisation des talents (20 %).

Un décalage qui révèle toute l'ambivalence du sujet : **la transmission est identifiée comme un enjeu de souveraineté, sans être encore considérée comme un levier prioritaire pour préserver l'ancrage économique et les centres de décision en France.**

Fiscalité et simplification : les premières attentes envers les pouvoirs publics

Pour faciliter la transmission tout en préservant l'ancrage français des entreprises, **27 % des dirigeants placent en priorité la facilitation fiscale des transmissions**, notamment familiales, devant la simplification des démarches administratives (21 %).
L'accès au financement pour les repreneurs français et le développement de la reprise par les salariés ou les dirigeants de l'entreprise arrivent ensuite à égalité (17 % chacun). Le maintien des sièges et des centres de décision en France (12 %) et l'accompagnement des dirigeants dans la préparation de leur succession (6 %) sont moins fréquemment cités comme prioritaires.